

*Date de dépôt : 30 novembre 2015*

## **Rapport**

**de la Commission des affaires communales, régionales et internationales chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune du Grand-Saconnex pour le logement de personnes âgées (PA 655.00)**

### **Rapport de M. Jean-François Girardet**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La commission des affaires communales, régionales et internationales (CACRI) s'est réunie le mardi 10 novembre 2015 sous la présidence de M. Raymond Wicky. Trois projets de lois concernant des modifications des statuts de trois fondations du Grand-Saconnex étaient à l'ordre du jour de cette même commission. Afin de pouvoir informer les commissaires sur les modifications (toiletage) de ces trois statuts préavisées par le conseil municipal du Grand-Saconnex, le président avait sollicité l'audition de M. Laurent Jimaja, conseiller administratif, accompagné de M. Michel Gönczy, Secrétaire général de la commune du Grand-Saconnex.

M<sup>me</sup> Irène Renfer, secrétaire scientifique, et M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, ont contribué à la préparation et à la présentation des trois projets de lois à préavisier (PL 11726, 11727, 11728).

M. Christophe Vuilleumier a pris le procès-verbal retraçant dans le détail l'étude de ces objets.

M. Zuber prend la parole et déclare que le Conseil municipal du Grand-Saconnex a pris une délibération portant sur les statuts de ces trois fondations le 13 avril dernier. Il précise que les modifications apportées portent notamment sur la durée des mandats dans les conseils de fondation. Il ajoute

que le toilettage vise également à proposer une même base commune aux trois fondations. Il observe qu'il s'agit surtout de modifications organisationnelles, notamment sur les dates des redditions des comptes, le nombre de personnes dans les conseils de fondation et la durée des mandats.

Après une brève présentation des enjeux limités de ce toilettage, M. Jimaja du Grand-Saconnex, suggère de répondre aux questions d'ordre général avant de reprendre les projets de loi respectifs.

Une députée (EAG) se déclare étonnée de constater que ces domaines d'activité soient inscrits dans le cadre de fondations, et elle se demande s'il ne s'agit pas d'une délégation de pouvoirs permettant de contourner les décisions portant sur la répartition des tâches.

M. Jimaja répond que ce sont des fondations qui existent déjà. Il répète qu'il s'agit d'une mise en conformité au droit et il remarque qu'il n'est pas question de créer de nouvelle fondation. Il ajoute que ce sont les seules fondations communales du Grand-Saconnex.

M. Zuber résume que les modifications apportées aux statuts ont pour objectifs :

1. de réserver la possibilité d'exiger les PV du conseil de fondation
2. de modifier la date de reddition des comptes
3. d'adapter la durée des mandats à 5 ans
4. de laisser la possibilité de considérer démissionnaires les membres qui n'assistent plus aux séances depuis une année
5. de prendre une décision par voie d'urgence

**Présentation du PL 11728 modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune du Grand-Saconnex pour le logement de personnes âgées (PA 655.00)**

M. Zuber mentionne que l'actif de cette entité est de 13 millions, avec 10,6 millions d'immobilisation, et 1,5 million de disponible. Il ajoute que la fondation a des emprunts à hauteur de 1,5 millions, et des fonds propres de 11 millions. Le résultat de l'exercice est de 8'118.- et la rentrée inhérente aux loyers de 153'000.-

M. Jimaja rassure un commissaire qui s'inquiète sur le niveau de formation des membres du conseil de fondation et sur l'exercice de la révocation. Il n'y a jamais eu à sa connaissance de révocation de membres du conseil de fondation. Une formation sur les fonds de pension dispensée à certains membres a été envisagée.

La disposition (article 8, alinéa 4) de devoir en référer au Conseil municipal s'agissant d'achat ou de vente de bien immobilier n'est-elle pas une disposition redondante avec la disposition inscrite dans la LAC ?

M. Zuber répond que ce sont des biens communaux et il remarque que s'il y a redondance avec la LAC, la Surveillance des communes demande tout de même que ces aspects soient inscrits dans les statuts.

Un député (PDC) évoque les buts de cette fondation et il demande si les personnes souffrant de handicap de moins de 65 ans sont également accueillies.

M. Gönczy ne sait pas si c'est le cas. Il remarque toutefois que des cas de démence sénile apparaissent de plus en plus tôt. Il ajoute que la volonté n'est évidemment pas de créer un établissement pour les personnes handicapées.

L'exposé des motifs du PL 11728, consultable à l'adresse suivante : <http://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL11728.pdf>, complète ces explications.

Après avoir pris congé de M. Jimaja et du secrétaire général du Grand-Saconnex, **le Président passe au vote d'entrée en matière sur le PL 11728 :**

En faveur : 15 (4 PLR, 3 S, 1 EAG, 1 Vert, 3 MCG, 1 PDC, 2 UDC)  
À l'unanimité.

**Le Président procède alors au deuxième débat.**

*Titre et préambule* : pas d'opposition, adopté.

*Article 1* : pas d'opposition, adopté.

*Article 2, al. 2, 3 (nouveaux)*: pas d'opposition, adopté.

*Article 2* : pas d'opposition, adopté.

**Le Président passe au vote d'ensemble sur le PL 11728 :**

En faveur : 15 (4 PLR, 3 S, 1 EAG, 1 Ve, 3 MCG, 1 PDC, 2 UDC)  
**À l'unanimité.**

A l'unanimité, la commission vous invite, Mesdames et Messieurs le députés, à voter favorablement ce PL 11728.

**Projet de loi  
(11728)****modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune du Grand-Saconnex pour le logement de personnes âgées (PA 655.00)**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,  
vu l'article 2 de la loi sur les fondations de droit public, du 15 novembre 1958;  
vu la loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune du Grand-Saconnex pour le logement de personnes âgées, du 18 décembre 1987;  
vu la délibération du Conseil municipal de la commune du Grand-Saconnex du 13 avril 2015, approuvée par le département présidentiel le 3 juin 2015,  
décrète ce qui suit :

**Art. 1 Modifications**

La loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune du Grand-Saconnex pour le logement de personnes âgées, du 18 décembre 1987, est modifiée comme suit :

**Art. 2, al. 2 et 3 (nouveaux)**

<sup>2</sup> La modification des statuts de la Fondation de la commune du Grand-Saconnex pour le logement de personnes âgées « Les Aînés », telle qu'elle est issue de la délibération du Conseil municipal de la commune du Grand-Saconnex, en date du 13 mai 1996, est approuvée.

<sup>3</sup> Les nouveaux statuts de la Fondation de la commune du Grand-Saconnex pour le logement de personnes âgées « Les Aînés », tels qu'ils sont issus de la délibération du Conseil municipal de la commune du Grand-Saconnex du 13 avril 2015, et joints en annexe à la présente loi, sont approuvés.

**Art. 2 Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

# **Statuts de la Fondation « Les Aînés » de la commune du Grand-Saconnex**

**PA 655.01**

## **Préambule**

Dans les présents statuts, toute dénomination de personne, de statut ou de fonction recouvre l'homme ou la femme. La forme féminine doit être utilisée chaque fois qu'une fonction ou un titre prévu par les présents statuts en la forme masculine est occupé ou attribué à une femme.

## **Titre I Dispositions générales**

### **Art. 1 Constitution et dénomination**

<sup>1</sup> Sous le titre de « Fondation communale du Grand-Saconnex « Les Aînés » » (ci-après : la fondation), il est créé une fondation communale de droit public d'intérêt communal au sens de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984, qui est régie par les présents statuts.

<sup>2</sup> Cette fondation est inscrite au registre du commerce.

### **Art. 2 Buts**

<sup>1</sup> La fondation a pour buts de construire ou d'acheter et de gérer un ou des immeubles destinés à l'accueil des personnes âgées et/ou souffrant de handicaps.

<sup>2</sup> A cet effet, la fondation peut effectuer toutes opérations en rapport avec ses buts et notamment :

- a) faire ou autoriser tous actes rentrant dans l'objet de la fondation, soit notamment acheter et vendre, échanger, réemployer, toucher et recevoir tous capitaux ou redevances;
- b) passer tous contrats nécessaires à la construction de ses immeubles ou à l'entretien de ses propriétés;
- c) faire et accepter tous baux et locations et percevoir des loyers;
- d) contracter tous emprunts, avec ou sans hypothèque, sur les immeubles de la fondation;
- e) émettre tous titres en présentation d'emprunts;
- f) consentir toutes radiations, sous réserve de l'article 8.

<sup>3</sup> La fondation peut collaborer avec toute entité de droit public ou de droit privé, ainsi que toute administration, dans le cadre de la poursuite de son but.

**Art. 3 Siège**

Le siège de la fondation est au Grand-Saconnex.

**Art. 4 Durée**

La durée de la fondation est indéterminée.

**Art. 5 Exercice annuel**

L'exercice annuel coïncide avec l'année civile.

**Titre II Fortune et ressources**

**Art. 6 Fortune et ressources**

<sup>1</sup> La fortune de la fondation est indéterminée. Elle est constituée par :

- a) les terrains et bâtiments cédés par la ville du Grand-Saconnex;
- b) les subventions de la ville du Grand-Saconnex;
- c) les subventions de la Confédération suisse et du canton de Genève;
- d) les subsides, dons et legs;
- e) le résultat d'exploitation.

<sup>2</sup> Les ressources de la fondation sont :

- a) les loyers des locaux loués;
- b) d'autres revenus éventuels.

**Titre III Organisation et surveillance**

**Art. 7 Organisation**

Les organes de la fondation comprennent :

- a) le conseil de fondation;
- b) le bureau du conseil;
- c) l'organe de révision.

**Art. 8 Surveillance**

<sup>1</sup> La fondation est placée sous la haute surveillance du Conseil municipal du Grand-Saconnex.

<sup>2</sup> Le rapport de gestion, le bilan, le compte d'exploitation et le rapport de l'organe de révision sont communiqués chaque année au Conseil administratif et soumis par ce dernier à l'approbation du Conseil municipal avant le 30 avril suivant la fin de l'exercice.

<sup>3</sup> En outre, le Conseil municipal et le Conseil administratif peuvent, en tout temps, prendre une décision exigeant la production des procès-verbaux de réunions du conseil de fondation et de son bureau.

<sup>4</sup> Sont soumis à l'approbation préalable du Conseil municipal, sous peine de nullité, toutes les décisions concernant l'achat, la vente, l'échange d'immeubles, les emprunts, les constitutions de gages immobiliers et de servitudes en droit et en charges, notamment l'octroi et l'acquisition de droits de superficie.

## **Titre IV                    Conseil de fondation**

### **Art. 9            Composition**

La fondation est administrée par un conseil de fondation, composé comme suit :

- a) un membre du Conseil administratif, désigné par celui-ci;
- b) un membre désigné par chaque groupe politique représenté au Conseil municipal, dont deux au moins pris au sein de ce dernier, les autres de préférence domiciliés au Grand-Saconnex;
- c) deux membres nommés par le Conseil administratif, choisis parmi des personnes ayant une compétence en matière médicale, financière, juridique ou technique et domiciliées de préférence au Grand-Saconnex.

### **Art. 10          Durée du mandat – Démission**

<sup>1</sup> Les membres du conseil de fondation sont élus pour une période de 5 années à compter du début de chaque législature. Leur mandat est reconductible.

<sup>2</sup> Les membres du conseil de fondation restent en fonction jusqu'à la première réunion du conseil de fondation de la législature suivante.

<sup>3</sup> Tout membre du conseil de fondation peut démissionner en tout temps et avec effet immédiat.

<sup>4</sup> Les membres du conseil de fondation qui, sans raison valable, n'ont pas assisté régulièrement aux séances du conseil pendant 1 an sont réputés démissionnaires de plein droit.

<sup>5</sup> En cas de décès ou de démission d'un membre du conseil de fondation, il est pourvu à son remplacement, conformément à l'article 9, dans les 3 mois suivant la vacance, pour la période restant à courir jusqu'au renouvellement du conseil de fondation.

#### **Art. 11 Rémunération**

Les membres du conseil de fondation peuvent être rémunérés par jetons de présence, dont le montant est fixé chaque année par le conseil de fondation.

#### **Art. 12 Délibération**

<sup>1</sup> Le conseil de fondation ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

<sup>2</sup> La présidence des séances est assurée par le président, en son absence par le vice-président ou, à défaut, par un membre du bureau. En cas d'égalité des voix, celle du président de séance est prépondérante.

<sup>3</sup> En cas d'urgence, les décisions du conseil de fondation peuvent être prises par voie de circulation y compris électronique, chaque membre étant appelé à se prononcer par écrit. Elles remplacent alors une décision prise en séance, à moins que la discussion ne soit requise par l'un des membres.

<sup>4</sup> Il est dressé un procès-verbal des discussions et décisions, y compris celles prises par voie de circulation, signé par le président et le secrétaire du conseil de fondation, lesquels en délivrent valablement tous extraits conformes. Copie en est adressée à tous les membres.

#### **Art. 13 Obligation de s'abstenir dans les délibérations**

<sup>1</sup> Les membres du conseil de fondation doivent annoncer tout intérêt qu'ils auraient dans une entreprise ou une association susceptible de les placer dans une situation de conflit d'intérêt dans le cadre de leur mandat.

<sup>2</sup> Les membres du conseil de fondation ne peuvent ni intervenir dans une discussion ni voter :

- a) s'ils ont un intérêt personnel à l'objet soumis à la délibération;
- b) s'ils sont parents ou alliés d'une partie en ligne directe ou jusqu'au troisième degré inclusivement en ligne collatérale ou s'ils sont unis par mariage, fiançailles, par partenariat enregistré, ou mènent de fait une vie de couple avec une partie;
- c) s'ils représentent une partie ou ont agi pour une partie dans la même affaire.



**Art. 14 Secret de fonction**

Tout membre du conseil de fondation doit observer le plus strict secret sur tous les faits d'ordre confidentiel dont il aurait l'occasion de prendre connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

**Art. 15 Responsabilité**

Les membres du conseil de fondation sont personnellement responsables envers la fondation et la ville du Grand-Saconnex des dommages qu'ils causent en manquant intentionnellement ou par négligence à leurs devoirs.

**Art. 16 Révocation**

<sup>1</sup> Le Conseil municipal et le Conseil administratif peuvent, en tout temps et pour de justes motifs, révoquer les membres du conseil de fondation qu'ils ont désignés.

<sup>2</sup> Il y a lieu en particulier de considérer comme de justes motifs le fait que, pendant la durée de ses fonctions, un membre du conseil de fondation s'est rendu coupable d'un acte grave, a manqué à ses devoirs ou est devenu incapable de siéger, ou s'il ne remplit plus les conditions qui l'ont fait élire.

**Art. 17 Compétences**

Le conseil de fondation est l'organe suprême de la fondation. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de celle-ci. Il est chargé notamment :

- a) d'adopter les règlements nécessaires pour assurer l'activité de la fondation;
- b) d'élire les président, vice-président, secrétaire et le quatrième membre du bureau du conseil selon l'article 20 des présents statuts, en tenant compte, si possible, des sensibilités politiques représentées au Conseil municipal;
- c) de représenter la fondation vis-à-vis des autorités et des tiers;
- d) de faire ou d'autoriser tout acte tel que défini à l'article 2;
- e) de plaider, transiger et compromettre au besoin;
- f) d'approuver le budget présenté par le bureau du conseil;
- g) de confirmer la nomination et révocation des employés, ainsi que l'échelle des traitements, sur proposition du bureau du conseil;
- h) de veiller à la tenue d'une comptabilité conforme à l'activité de la fondation, de faire établir à la fin de chaque année un rapport de gestion, un bilan et un compte d'exploitation;

- i) de constituer en son sein, le cas échéant, des commissions permanentes ou occasionnelles qui lui feront rapport sur leurs travaux. Il en désigne les présidents et en fixe les compétences.

#### **Art. 18 Représentation**

<sup>1</sup> La fondation est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective à deux des membres du bureau du conseil.

<sup>2</sup> Pour les opérations déterminées, le bureau peut donner une procuration spéciale à l'un des autres membres du conseil de fondation.

#### **Art. 19 Convocation**

<sup>1</sup> Le conseil de fondation se réunit aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige, mais au moins 2 fois par an.

<sup>2</sup> Il est convoqué par le président qui doit, en outre, le réunir si 3 membres au moins ou si le Conseil administratif en font la demande par écrit.

### **Titre V Bureau du conseil**

#### **Art. 20 Composition**

<sup>1</sup> Le bureau se compose de 4 membres du conseil de fondation : le président, le vice-président, le secrétaire et un membre désigné par le conseil de fondation pour ses compétences en matière médicale, financière, juridique ou technique.

<sup>2</sup> Le membre du Conseil administratif désigné sous l'article 9, lettre a, est membre de droit du bureau, mais n'en est pas le président.

#### **Art. 21 Présidence**

<sup>1</sup> Le bureau est présidé par le président du conseil de fondation, en son absence par le vice-président, et ne peut délibérer valablement que si au moins 3 des membres sont présents.

<sup>2</sup> En cas d'égalité, le président de séance a une voix prépondérante.

#### **Art. 22 Attributions**

<sup>1</sup> Le bureau a les attributions suivantes :

- a) exercer les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil de fondation;
- b) préparer le budget annuel, les rapports et les propositions à présenter au conseil de fondation;
- c) étudier toutes les questions intéressant la gestion, l'exploitation et l'administration de la fondation;

- d) en cas d'urgence, prendre toute mesure immédiate et utile de sauvegarde;
- e) engager et renvoyer les employés, ainsi que fixer leurs salaires.

<sup>2</sup> Le conseil de fondation peut allouer une rémunération aux membres du bureau.

#### **Art. 23 Convocation**

Le bureau se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige.

#### **Art. 24 Appui technique**

Le bureau peut bénéficier d'un appui technique externe qui peut assister aux séances.

### **Titre VI Organe de révision**

#### **Art. 25 Contrôle**

L'organe de révision est désigné chaque année par le conseil de fondation en la personne d'une société fiduciaire ou d'un expert-comptable diplômé.

#### **Art. 26 Rapport de contrôle**

A la fin de chaque exercice, l'organe de révision remet au conseil de fondation un rapport écrit sur les comptes de la fondation, rapport qui est soumis à l'approbation du Conseil municipal. Il peut être appelé à assister à la séance du conseil de fondation où les comptes annuels sont présentés.

### **Titre VII Modifications des statuts et dissolution**

#### **Art. 27 Modifications**

Toute modification des présents statuts doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal, approuvée par le Grand Conseil.

#### **Art. 28 Dissolution**

<sup>1</sup> La dissolution de la fondation intervient si les circonstances l'exigent, conformément aux dispositions légales applicables.

<sup>2</sup> Toute proposition de dissolution ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers au moins des membres du conseil de fondation, convoqués spécialement à cet effet avec un préavis d'au moins 1 mois.

<sup>3</sup> En outre, le Conseil municipal peut, si les circonstances l'exigent, décider la dissolution de la fondation. Cette décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil municipal.

<sup>4</sup> La décision prise par le conseil de fondation de dissoudre la fondation n'est valable qu'après ratification par le Conseil municipal et l'approbation du Grand Conseil.

#### **Art. 29 Liquidation**

<sup>1</sup> La liquidation est opérée par le conseil de fondation ou, à défaut, par le Conseil administratif. Ce dernier peut la confier à un ou plusieurs liquidateurs nommés par lui.

<sup>2</sup> L'actif net après liquidation est remis à la ville du Grand-Saconnex.

### **Titre VIII Dispositions finales**

#### **Art. 30 Adoption des statuts**

Les présents statuts, adoptés par le Conseil municipal le 13 avril 2015, ont été approuvés par le Grand Conseil le ... (*à compléter*).